

s'impose dans les circonstances, semble avoir été acceptée à l'heure actuelle par la plupart des pays du Commonwealth représentés à la conférence.

L'INDUSTRIE

LA SECONDE USINE D'EAU LOURDE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. R. Southam (Moose-Mountain): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Mines et des Relevés techniques, ministre comptable à la Chambre de l'Énergie atomique du Canada, Ltée. Peut-il dire à la Chambre où en sont les projets pour la deuxième usine d'eau lourde au Canada?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Mines et des Relevés techniques): Je crois savoir, monsieur l'Orateur, qu'il reste à la *Canadian General Electric* à prendre une décision quant à l'emplacement de l'usine.

LA HOUILLE

LE RAPPORT SUR LE PROGRAMME D'ASSISTANCE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): Monsieur l'Orateur, vu que le ministre des Mines et des Relevés techniques semble d'excellente humeur et qu'il a décidé de ne plus se faire tirer l'oreille, aurait-il l'obligeance de dire aux députés de l'île du Cap-Breton s'il a eu d'autres nouvelles au sujet du rapport Donald sur les questions touchant au charbon?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Mines et des Relevés techniques): Monsieur l'Orateur, je puis dire en toute sincérité que les gens de l'île du Cap-Breton sont ma principale préoccupation en ce moment. Parce que je ne suis pas en mesure d'annoncer ce que nous ferons pour le Cap-Breton, l'honorable député ne doit pas en conclure que nous nous désintéressons de ces questions.

Une voix: Où est le rapport?

L'hon. M. Pepin: Actuellement, nous nous préoccupons beaucoup de trouver des moyens d'améliorer la situation du Cap-Breton. (*Exclamations*)

Une voix: Je me demande qui enseigne au ministre à répondre de cette façon.

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

L'INTERRUPTION DE SIX HEURES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Puis-je poser une question au ministre des Travaux publics en sa qualité de leader de la Chambre. Étant donné que les travaux inscrits au *Feuilleton* pour aujourd'hui et demain sont assujettis à une limite de temps, chercherait-il à obtenir le consentement unanime de la Chambre afin que nous prenions nos heures traditionnelles de dîner aujourd'hui et demain entre six et huit heures?

Des voix: D'accord.

L'hon. G. J. McIlraith (ministre des Travaux publics): Monsieur l'Orateur, je souscris volontiers à cette proposition au nom de ce côté-ci de la Chambre.

Des voix: D'accord.

M. l'Orateur: A l'ordre. En ce qui concerne la proposition du député de Winnipeg-Nord-Centre, la Chambre ordonne-t-elle que nous interrompions notre séance aujourd'hui et demain entre six et huit heures du soir?

Des voix: D'accord.

LES SUBSIDES

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances) propose que la Chambre se forme en comité des subsides.

LES FINANCES—LES RESTRICTIONS AU CRÉDIT: UNE SOLUTION NÉGATIVE

L'hon. George Hees (Northumberland): Depuis quelques mois, monsieur l'Orateur, les producteurs canadiens éprouvent de plus en plus de difficultés à obtenir le crédit dont ils ont besoin pour assurer à leurs usines, à leur équipement et à leurs stocks, l'expansion normale qu'exige l'augmentation de la demande de leurs produits. Des projets d'expansion ayant dû être amputés ou supprimés, la production et la prospérité ont diminué.

La situation est identique, monsieur l'Orateur, à celle où s'est trouvé notre pays à la fin de 1956 et au début de 1957, et qui a fait l'objet du fameux rapport secret présenté au gouvernement par son économiste, M. O. J. Firestone, au début de 1957. Dans ce rapport, M. Firestone prévenait le gouvernement que s'il n'abandonnait pas sa politique d'austérité et ne rendait pas le crédit plus facile à obtenir que durant les mois précédents, il se produirait une récession. Comme nous le savons, le gouvernement de l'époque, qui prévoyait déclencher des élections en avril, n'a tenu aucun compte de l'avertissement de M. Firestone.